



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 421 du 20 février 2026

A l'Assemblée, l'indécente union nationale derrière l'extrême droite contre LFI des défenseurs du « *Nouveau siècle occidental* » voulu par Trump

Le 12 février, le groupe d'extrême-droite prétendument féministe Nemesis -ses militantes, racistes et xénophobes, rendent l'immigration responsable des viols et des féminicides- organise une provocation en tentant de perturber une conférence de Rima Hassan à l'IEP de Lyon. Des néonazis lyonnais se postent en embuscade à quelques centaines de mètres de Sciences Po et attaquent les antifascistes qui ripostent.

C'est au cours de cet affrontement que Quentin Deranque, fondamentaliste chrétien, passé par l'Action française et membre des groupes identitaires Allobroges et Audace Lyon, reçoit des coups mortels dont il décèdera deux jours plus tard.

La machine à désinformer et l'instrumentalisation sont immédiatement enclenchées. Quentin D. est présenté comme un « *étudiant* », « *un jeune homme de 23 ans* » qui aurait été victime d'un véritable guet-apens organisé par le groupe antifasciste La Jeune Garde. Le procureur de la République de Lyon ouvre une enquête pour « *homicide volontaire* », reprenant à son compte le récit mensonger de Nemesis.

Le gouvernement, la presse, à l'exception de quelques medias, crient au meurtre et accusent la Jeune Garde, le groupe antifasciste dissous par Darmanin, fondé par Raphaël Arnault, maintenant député LFI, et LFI elle-même, identifiée « *d'extrême-gauche* » par décision du ministre de l'Intérieur, d'en porter la responsabilité. Les représentants politiques de l'extrême droite, de la droite, et du macronisme et jusque dans les rangs de Place Publique et du PS hurlent que « *l'extrême-gauche tue* ».

La mort de Quentin Deranque est un drame mais son instrumentalisation, cette campagne abjecte, mensongère et calomniatrice sont insupportables. Elle vise les militant-es, sympathisant-es, électeurs et électrices de LFI et au-delà, elle vise toutes celles et ceux qui sont solidaires du peuple palestinien, toutes celles et ceux qui combattent la dictature des milliardaires, elle vise le monde du travail, les classes populaires.

Mardi, tous les députés de l'Assemblée nationale ont observé une minute de silence en hommage au militant

d'extrême droite. La proposition en a été faite par Cioti, l'ancien président des Républicains passé à l'extrême droite et approuvée par tous les groupes (sauf LIOT) de l'Assemblée. LFI s'est pliée à cette sinistre mascarade dont elle était la cible.

En réalité, la responsabilité de ce drame revient à la politique d'union nationale de soutien au génocide du peuple palestinien perpétré par Netanyahu-Trump, politique répressive et calomniatrice orchestrée par Macron qui diffuse la violence réactionnaire et encourage l'extrême droite dans le pays.

Ce jeu politicien mortifère ne trompe que celles et ceux qui le veulent bien et le retour de bâton pourrait être rapide et brutal.

La trumpisation de la caste politicienne en défense du « *nouveau siècle occidental* »

Ces événements sont plus largement l'expression de la « trumpisation » des serveurs des classes dirigeantes européennes qui s'est manifestée lors de la conférence de Munich sur la Sécurité -le « *Davos de la Sécurité internationale* »- à laquelle participaient, samedi dernier, entre autres plus de 50 chefs d'État et de gouvernement et 150 ministres. Marco Rubio, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Trump, a fait la promotion de la défense de l'Occident, c'est-à-dire des vieilles puissances impérialistes occidentales derrière les Etats-Unis.

La politique des USA vise à « *bâtir un nouveau siècle occidental* », a-t-il affirmé tout en reprenant les exigences que Vance avait défendues l'an dernier : rupture avec les institutions internationales, avec des « *États providence famoureux au détriment de leur capacité à se défendre* » ; rupture avec une complaisance pour « *un culte climatique* », qui conduit à « *des politiques énergétiques qui appauvrissent nos peuples* » ; rupture avec une « *migration de masse qui menace la cohésion de nos sociétés, la continuité de notre culture et l'avenir de nos peuples.* »

Rubio a été ovationné, les ministres du gouvernement allemand qui abrite la conférence donnant le la en se levant. Quelques velléités d'indépendance qu'aient manifestées les dirigeants européens dans l'épisode du

Groenland, tous ont fait allégeance, le chancelier allemand Merz faisant la leçon à la France sur son laxisme en matière de protection sociale au détriment du budget de l'armement...

L'AFD, l'extrême droite allemande, était invitée à la conférence et Rubio est parti après Munich soutenir ses alliés d'extrême droite au pouvoir, Fico en Slovaquie puis Orban en Hongrie.

Trump et ses ministres organisent leur guerre économique et militaire au nom de la défense de l'Occident contre le reste du monde pour tenter de préserver leur domination dépassée. Ils mobilisent pour cela les forces réactionnaires, nationalistes et racistes de l'extrême droite pour soumettre les classes dirigeantes et leurs politiciens à la défense de leurs intérêts.

L'union nationale derrière l'extrême droite à l'Assemblée nationale et au Sénat est un moment de cette soumission volontaire orchestrée par Macron-Lecornu qui, derrière des discours hypocrites, ouvre la porte à l'extrême droite alliée à la droite extrême.

Bardella appelle à un front contre LFI aux municipales, un pas vers l'union de la droite extrême et de l'extrême droite

Porté par ce succès parlementaire, Bardella a appelé « à constituer un véritable cordon sanitaire pour isoler La France insoumise et la tenir à l'écart de nos institutions ». L'arriviste certain d'être candidat du RN à la présidentielle du fait de l'éviction probable de Marine Le Pen à cause de sa condamnation dans l'affaire des assistants RN au Parlement européen, joue sa partition pour tourner la page Le Pen et s'imposer comme le rassembleur de la droite extrême.

Dès lors est relancée la compétition dans l'extrême droite entre Bardella, Marion Maréchal qui après avoir quitté Reconquête de Zemmour, semble vouloir revenir au RN et se prévaloir de son patronyme Le Pen -elle vient de sortir un livre « *Si tu te sens Le Pen* »- et Sarah Knafo, proche de Zemmour, qui espère faire une percée en étant candidate à Paris pour la municipale.

Sans oublier Ciotti, Zemmour et Reconquête qui prônent depuis longtemps « *l'union des droites* », ni Wauquiez, Darmanin ou Retailleau fers de lance de la campagne contre la Jeune Garde et LFI.

Qui prendra la tête du bloc réactionnaire extrême droite-extrême ? Du point de vue du monde du travail, peu importe ce qui sortira de ces ambitions rivales, la question essentielle étant quelle politique pour les travailleurs, les jeunes, les femmes face à ces forces réactionnaires qui briguent le pouvoir pour mettre en œuvre la politique des classes dirigeantes sous la houlette des USA pour la défense du « *nouveau siècle occidental* ».

La trumpisation de l'Europe et la montée de l'extrême-droite, produit de la guerre économique et militaire qui conduit à la dictature

La trumpisation qui gagne l'Europe a des racines profondes dans l'évolution des rapports entre les classes et entre les nations de la même façon que Trump lui-même, le président des milliardaires de la high-tech et des multinationales de l'énergie. Sa démagogie anti-immigrés, l'expulsion violente de 300 000 travailleurs étrangers, la politique de la tronçonneuse contre les travailleur-es de l'État, les licenciements de scientifiques, la haine de tout ce qui est progressiste, le déni de la crise climatique, l'usage violent des forces de police, de l'ICE ou de la Garde nationale contre la population, sa volonté d'augmenter de moitié, de 1000 à 1500 milliards de dollars le budget de l'armée, sa politique extérieure agressive et de coups de force visent à satisfaire les exigences des multinationales états-uniennes.

Celles-ci sont confrontées à une crise de rentabilité du capital qui frappe les groupes capitalistes du monde entier, les profits dégagés de la sphère productive ont tendance à baisser et à devenir insuffisants pour valoriser l'énorme masse des capitaux spéculatifs en quête de valorisation, et cette crise globale se double de l'exacerbation de la concurrence pour l'appropriation et le partage de ces profits réalisés par l'exploitation du prolétariat mondial entre les vieilles puissances impérialistes et les puissances capitalistes émergentes en particulier la Chine, la Russie et les autres puissances des Brics.

Cette crise de sénilité du capitalisme conduit les multinationales à surexploiter le travail humain, accentuer l'extraction des ressources minières, pétrolières et gazières au prix de l'aggravation de la crise écologique, et à disputer à leurs concurrents, avec l'aide de leurs Etats, marchés, terrains d'investissement, ressources naturelles. Cette concurrence économique trouve d'ores et déjà son prolongement dans le militarisme et la guerre au Moyen-Orient, en Ukraine, en Afrique, et fait naître ou ravive une multitude de conflits meurtriers dans le monde.

Dans le même temps, alors que les conditions de vie de toutes celles et ceux qui ne peuvent vivre que de leur travail se dégradent, les gouvernements font appel à toujours plus de répression, remettent en cause les droits sociaux et démocratiques qui ont été gagnés de haute lutte dans le passé, usent contre les travailleur-es de la démagogie raciste et xénophobe, du mépris des plus pauvres qualifiés « *d'assistés* », ouvrant la voie à l'extrême droite.

La seule réponse viendra du mouvement ouvrier, de son unité démocratique et révolutionnaire, de la lutte collective pour le socialisme

Il n'y a pas d'échappatoire à cette logique, à cette politique du capital, hors de la lutte des travailleur-es et de la jeunesse pour en finir avec la dictature du profit, de la concurrence capitaliste, hors de la lutte pour le socialisme.

L'appel à « bien voter » face à l'extrême droite en faisant confiance à des alliances de la gauche institutionnelle ou à des fronts républicains est un leurre, un « moindre

mal » qui se révèle empirer la situation puisque les travailleurs sont invités à soutenir des politiciens complètement intégrés à l'ordre bourgeois. Nous en avons encore eu la démonstration depuis juin 2024 lorsque LFI et le NFP ont fait élire Hollande, Borne et Darmanin, et remis en selle un PS qui fait maintenant alliance avec le gouvernement. Et aujourd'hui, c'est contre LFI que Bardella et bien d'autres appellent à faire un barrage républicain avec le soutien passif du PS qui, une fois de plus, se soumet volontairement.

La mort de Quentin Deranque impose une discussion urgente sur les moyens de lutter contre la montée de l'extrême droite, y compris sur le terrain de la protection du mouvement ouvrier. Elle illustre l'impasse de la proclamation antifasciste, le piège qu'elle peut représenter.

La bataille contre l'extrême droite n'est pas une bataille rangée nourrie de la juste et légitime condamnation morale mais sans politique vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière. Cette impasse finit sur le terrain électoral

par se rallier à la politique de LFI qui se donne une image radicale en faisant de la démagogie à l'égard des antifascistes alors qu'elle mène une politique qui ne sort pas du cadre de la société bourgeoise, une politique populiste, nationaliste, en rupture, comme elle le dit elle-même, avec le mouvement ouvrier dont le bilan représente pour elle un échec.

Pour le mouvement ouvrier, il s'agit non seulement de reconquérir son indépendance de classe face aux appareils de la gauche politique et syndicale prisonniers du parlementarisme et du dialogue social, mais de sortir des limites du syndicalisme pour faire de la politique, défendre un programme démocratique, révolutionnaire et socialiste, postuler à la conquête de la démocratie, du pouvoir pour en finir avec la dictature du capital qui engendre la dictature politique, l'extrême droite, instrument de sa guerre contre le monde du travail et entre les nations prisonnières de la concurrence mondialisée.

Galia Trépère